

L'invité

L'entrepreneur, trop idéalisé, doit être démystifié

Beat Bürgenmeier*

La mondialisation nous rappelle qu'en réalité aucun marché ne fonctionne de manière optimale. Le marché est socialement construit dans ce sens qu'il a besoin de règles pour assurer son fonctionnement. L'idéologie du marché efficace issue de la Guerre froide nous a quelque peu fait oublier cela. Aujourd'hui, les pratiques économiques semblent être plus inspirées d'une doctrine conservatrice que d'idées progressistes. Le libéralisme est confondu avec le corporatisme économique plus proche de l'Ancien Régime que de la société moderne légitimée démocratiquement. En effet, face à la mondialisation, nous assistons moins à la promotion des idées du siècle des Lumières qu'à une mainmise du raisonnement économique sur la politique et à un remplacement de la démocratie par une expertocratie qui, au nom de l'efficacité économique et des marchés autorégulateurs, imposent leur raisonnement

Nous assistons moins à la promotion des idées du siècle des Lumières qu'à une mainmise du raisonnement économique sur la politique

comme étalon universel. Les experts mandatés par Avenir suisse, qui dénoncent notre système politique comme un frein à l'efficacité économique, se réfèrent de toute évidence à un courant de pensée profond qui veut imposer d'une manière autoritaire une économie aux pouvoirs étendus.

Cette dénonciation n'est pas sans analogie avec celle que Joseph Schumpeter a formulée dans les années 40 lorsqu'il réclamait un pluralisme des élites. Certes sa vision en pleine guerre était pessimiste. Il voyait la démocratie à



*Professeur à l'Université de Genève, membre de Contrepoint

la fois menacée par des mouvements populistes et par le contrôle de cette masse par une élite à tendance totalitaire. A partir de sa propre expérience, il ne pouvait guère croire à des pratiques démocratiques participatives. Il a tempéré son propre pessimisme par sa vénération d'une personne devenue mythique, celle de l'entrepreneur. Ce serait en définitive des qualités individuelles qui permettraient d'endiguer les menaces qui pèsent sur la démocratie. L'entrepreneur est censé créer le dynamisme nécessaire pour étouffer à la fois le populisme des masses et le corporatisme des élites. C'est lui seul qui introduirait l'innovation dans l'économie. La mise en pratique des connaissances technologiques de pointe ne lui conférerait des monopoles que temporairement car ces derniers se trouvent exposés, à la longue, à la concurrence. Ce cycle de «destruction créative» empêcherait que le lien entre démocratie et marché se tende et que des régimes radicaux en profitent en cas de rupture.

Cependant, Joseph Schumpeter avait prophétiquement pressenti une autre menace, celle de l'étouffement de l'entrepreneur par le gestionnaire. Ce n'est pas par hasard que le titre choisi par *The Economist* en 2003 «pour le marché et non pas pour les affaires» accompagne aujourd'hui le débat néo-libéral. La promotion des actionnaires était une tentative de valoriser l'entrepreneur et de limiter le pouvoir de décision des gestionnaires, non pas de museler les employés. Les gestionnaires n'assument que peu de risques puisqu'ils n'engagent pas leur capital propre. De surcroît, ils s'entourent prudemment de conseillers et d'experts qui exercent un rôle de fusible en cas de mauvaises décisions.

Cette dégradation de la liberté individuelle se prolonge aujourd'hui. Le contrôle s'exerce par des «experts» qui prônent la suprématie du marché sur tout autre mécanisme de décision collectif, surtout de nature politique. L'élite cherche donc à contrôler la masse par le marché concurrentiel, lequel isole les individus

censés savoir eux-mêmes le mieux ce qui est dans leur intérêt. L'intérêt général n'est plus garanti par la démocratie, il résulte naturellement du fonctionnement du marché. Il se définit par la somme des intérêts individuels. La politique se trouve ainsi discréditée et le marché vénéré.

Dans cette optique, les décideurs bureaucratiques peuvent compter sur les économistes qui cherchent à acquérir un statut de «conseiller du prince», dont Machiavel s'est déjà moqué en observant finement que les conseillers du prince restent en place aussi longtemps qu'ils disent ce que le prince veut bien entendre. Les décideurs économiques d'aujourd'hui préfèrent entendre que «plus de marché» règle mieux les problèmes de notre société que «plus de démocratie». Cette préférence a une portée mondiale.

La discussion sur le lien entre le marché et la démocratie remonte aux origines des sciences économiques. Elle est résumée par une métaphore saisissante chez Adam Smith, qui fait intervenir une main invisible pour que le marché concurrentiel génère le plus grand bien-être matériel pour la collectivité.

Or, le mouvement conservateur a instrumentalisé cette main invisible pour promouvoir le marché efficace, le mieux servi par l'expression des intérêts privés. Les hauts fonctionnaires de l'administration Reagan portaient une cravate avec un médaillon d'Adam Smith pour exprimer leur foi dans le marché autorégulateur.

Le marché exprime certes des libres choix individuels, mais la concurrence peut dégénérer en une confrontation d'égoïsmes incompatible avec l'exigence morale qu'Adam Smith réclamait de la science économique naissante. Adam Smith accordait certes une importance primordiale à la liberté individuelle, mais l'assortissait d'une éthique que les acteurs sur un marché concurrentiel doivent respecter. Cette éthique est codifiée dans des lois et des règles.

Adam Smith a donc d'emblée placé le marché

non pas dans une optique autorégulatrice, mais dans celle de l'intérêt général. Des acteurs individuels dotés d'une éthique affichent un comportement rationnel qui met l'intérêt public au centre du débat. L'Etat de l'Ancien Régime avait des caractéristiques patriarcales. En mettant la liberté individuelle au centre du fonctionnement des marchés, Adam Smith exprimait une idée révolutionnaire, qui trouva son expression plus tard dans l'établissement de la démocratie dans les sociétés modernes. Dans cette optique, la main invisible distribue équitablement le produit résultant de l'effort productif pour que les besoins élémentaires de chaque individu soient couverts. La liberté individuelle la mieux servie par le marché concurrentiel exprimait donc également une victoire morale par rapport à l'économie corporatiste de l'Ancien Régime.

Le «vrai» entrepreneur a donc un comportement éthique. C'est seulement si cette éthique existe, que l'Etat peut se contenter de garantir des conditions-cadres de l'économie. Mais comme l'entrepreneur (comme les individus en général) n'est pas parfait et ne dispose ni de la sagesse divine ni de la souveraineté de l'Etat, il se confond aujourd'hui de plus en plus avec un gestionnaire défendant son propre intérêt dans une optique autoritaire et corporatiste. Or ce gestionnaire se prend pour un entrepreneur et défend, au nom du libéralisme économique, des pratiques corporatistes comme des ententes, l'interdiction des importations parallèles des médicaments et d'autres formes de protection du marché suisse par rapport à la concurrence internationale. Le rôle du gestionnaire – entrepreneur trop idéalisé dans nos sociétés, doit dès lors être démystifié.

*Ont contresigné ce texte les membres suivants de contrepoint: Jean-Daniel Delley, Genève; Gret Halber, Frankfurt-sur-le-Main; René Levy, Lausanne; Philippe Mastronardi, Saint-Gall; Johannes Rüegg-Stürm, Saint-Gall; Peter Ulrich, Saint-Gall; Daniel Wiener, Bâle.

www.rat-kontrapunkt.ch